

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Justice - Solidarité



BANQUE CENTRALE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE



Discours de Dr. Karamo KABA
Gouverneur de la Banque Centrale
de la République de Guinée (BCRG)

**A l'occasion de la présentation de la Loi de Finances Initiale (LFI)
pour l'exercice 2024 par le Gouvernement**

Conakry, le 22/12/2023

- **Monsieur le Président du Conseil National de la Transition (CNT),**
- **Honorables Conseillers Nationaux de la Transition,**
- **Madame et Messieurs les Membres du CNRD,**
- **Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement,**
- **Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement,**
- **Madame la Gouverneure de la ville de Conakry,**
- **Mesdames et Messieurs les représentants du corps diplomatique et les institutions internationales,**
- **Mesdames et Messieurs,**

En vos rangs et qualités, tous protocoles observés

J'ai toujours indiqué, à chaque fois que je suis passé devant cette respectable assemblée, que la communication, la transparence et la redevabilité sont des obligations inscrites dans le statut de la Banque Centrale de la République de Guinée. Ils constituent par conséquent, un pilier important pour la conduite de la politique monétaire.

C'est pourquoi je me réjouis à chaque fois que j'ai le privilège de me soumettre à cet exercice de rendre compte au peuple de Guinée.

- **Monsieur le Président du Conseil National de la Transition,**
- **Honorables Conseillers Nationaux de la Transition,**

Cela fait maintenant presque deux années que le conflit russo-ukrainien a remis l'incertitude géopolitique au-devant de la scène. Et cette tendance n'est pas prête à s'inverser, surtout après les récents événements entre le Hamas et Israël.

Le risque d'une escalade de ce conflit, qui déstabiliserait les circuits mondiaux d'approvisionnement énergétique, auraient dû exercer une pression haussière sur le prix

des produits énergétiques. Or depuis quelques temps, ceux-ci ont recommencé à baisser, perdant environ 10% par rapport à leur précédent sommet.

Cette chute du prix des matières premières trahit en fait de fortes craintes sur la demande mondiale, déjà perceptible dans l'évolution des volumes des échanges mondiaux de marchandises au mois. L'indice CPB a ainsi reculé de -3.8% en août sur une année glissante, un repli jamais observé en dehors des périodes de récession.

C'est sans doute pour cela que le Fonds monétaire international (FMI), dans ses dernières perspectives économiques de l'économie mondiale, a revu à la baisse ses prévisions de croissance économique mondiale pour 2024. Cela peut s'expliquer par :

- une crise immobilière en Chine, deuxième économie mondiale ;
- la volatilité des prix des matières premières,
- la fragmentation géopolitique
- et la resurgence de l'inflation

• **Honorables Conseillers Nationaux de la Transition,**

Même si globalement un reflux de l'inflation a été observé, elle demeure cependant au-dessus de sa cible dans plusieurs pays. En moyenne, l'inflation mondiale devrait ainsi rester à 5,8 % en 2024 après tout de même 8,7 % en 2022 à 6,9 % en 2023.

Quant à l'inflation sous-jacente, qui exclut les prix des produits des denrées alimentaires et de l'énergie, elle devrait passer de 6,3 % en 2023 à 5,3 % en 2024.

En résumé, la croissance économique mondiale est appelée à ralentir et l'inflation devrait rester élevée. Ce contexte devrait, dans un avenir proche, amener les banques centrales à revoir leur communication en termes de conduite de leur politique monétaire.

- Nous pensons que la phase de relèvement des taux d'intérêt directeurs de la plupart des banques centrales est terminée.

- Nous pensons également que des baisses pourraient survenir dès le premier trimestre 2024.
 - Avec le reflux des prix, le niveau des taux d'intérêt réels déviant de plus en plus difficilement supportable pour l'économie.
 - Ceci va obliger les banques centrales à adopter un biais moins restrictif, même si l'inflation n'est pas revenue à sa cible.

• **Monsieur le Président du Conseil National de la Transition,**

• **Honorables Conseillers Nationaux de la Transition,**

Déjà que le contexte international n'était pas très engageant, voici que dans la nuit du 17 au 18 décembre 2023 un incendie s'est déclenché dans l'entrepôt de carburant de Kaloum, entraînant l'explosion des compartiments des cuves à essence et de lubrifiants.

Cette explosion a conduit le Gouvernement à prendre des mesures conservatoires et de sécurité qui ont consisté en la fermeture des stations-service, des écoles et l'arrêt du travail dans les secteurs public et privé à Kaloum.

Ce drame a entraîné des pertes en vies humaines et la destruction des installations de la Société Guinéenne des Pétroles (SGP) ainsi que des édifices publics et privés situés dans les environs.

Soyons clairs et lucides, cet incendie aura des répercussions économiques et sociales importantes.

Au plan économique, la croissance sera affectée.

En effet, si la destruction des installations de la SGP entraîne à moyen terme une rupture de l'approvisionnement du pays en carburant, cela risque de perturber les activités dans les secteurs des transports, de l'industrie, du commerce, des services, etc.

L'INS entrevoit ainsi une baisse des importations de pétrole raffiné pour le reste de l'année 2023 de l'ordre de 4,2 %, et un ralentissement des activités de transports d'environ 2

points de pourcentage par rapport à une situation normale. Dans ce contexte, la croissance économique pourrait être amputée de 0,7 point de pourcentage.

Au niveau de l'inflation, cette perturbation pourrait vraisemblablement occasionner une flambée des prix à la consommation.

- À date les transports interurbains ont augmenté de plus de 60 % dans l'ensemble du pays et ont triplé par endroit.
- Si cette tendance se poursuit, l'inflation en glissement annuel au niveau national pourrait se situer à plus de 10 % en décembre 2023, contre une prévision de moins de 5 %.
- Elle pourrait dépasser 15 % dans la région de Conakry alors qu'elle se situait à 8 % en novembre 2023.

En termes de finances publiques, le budget de l'Etat sera affecté par la baisse des recettes liées au ralentissement des activités, et par la hausse des dépenses sociales liées à la prise en charge des sinistrés et à la reconstruction des infrastructures endommagées.

Compte tenu de la situation d'urgence, le Gouvernement pourrait :

- envisager l'élaboration d'un plan de riposte, avec l'appui des partenaires au développement.
- Il pourrait également solliciter le soutien des pays voisins pour assurer l'approvisionnement continu du pays en carburant jusqu'à la construction de nouvelles infrastructures pétrolières.

En attendant la construction de ces infrastructures, le Gouvernement pourrait envisager la transformation certaines cuves à gasoil en cuves à essence.

Bien entendu, les nouvelles infrastructures pétrolières devraient être construites sur des sites éloignés des habitations, avec les mesures de sécurité appropriées. Ce que la SONAP avait commencé à faire suivant les instructions du Président de la République à Mandiana et à Morybaya.

- **Monsieur le Président du Conseil National de la Transition (CNT),**
- **Honorables Conseillers Nationaux de la Transition,**

En plus de l'objectif de stabilité prix, la BCRG œuvre également au soutien de l'activité économique guinéenne tout en veillant à éviter de raviver l'inflation. C'est la raison pour laquelle le Comité de Politique Monétaire de la BCRG a décidé, à l'unanimité, lors de sa réunion ordinaire du 22 septembre 2023, d'assouplir les conditions monétaires.

- une baisse du taux directeur de 50 points de base, passant ainsi de 11,5% à 11,0% ;
- une baisse du taux des réserves obligatoires de 200 points de base pour se situer à 13,0%, contre 15,0% auparavant.

Cette décision a permis d'insuffler dans l'économie l'équivalent de 5 000 milliards de GNF, ce qui se traduira dans les mois à venir par une libération de ressources financières additionnelles qui seront destinées au financement aussi bien du secteur privé que du secteur public, et par ricochet contribuerait à générer une croissance économique.

- **Monsieur le Président du Conseil National de la Transition (CNT),**
- **Honorables Conseillers Nationaux de la Transition,**

Je puis vous assurer que la Banque Centrale continuera d'œuvrer en faveur de l'équilibre à la fois interne et externe de notre cher pays. Pour cela, l'instruction présidentiel du rapatriement de 50 % des recettes d'exportation est déjà entrée en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2023. Cela permettra, sans nul doute, de renflouer davantage nos réserves de



changes pour défendre notre monnaie et ainsi réduire davantage les pressions inflationnistes pour le bonheur de nos populations.

- **Monsieur le Président du Conseil National de la Transition (CNT),**
- **Honorables Conseillers Nationaux de la Transition,**

Pour terminer, en dépit de l'environnement international difficile et ses répercussions sur l'économie nationale, je voudrais réaffirmer une nouvelle fois, ici devant la Représentation nationale, l'engagement des Autorités de la Banque Centrale, sous le leadership du Président de la République, le Colonel Mamadi DOUMBOUYA, à poursuivre les réformes monétaires et financières engagées mais également la collaboration avec les autorités budgétaires dans le sens de la refondation de notre chère Nation.

Je vous remercie. Que DIEU protège la Guinée et les Guinéens !